

Famille du média : **PQR/PQD**
(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**

Audience : **552000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : **06 juillet 2023 P.14**

Journalistes : -

Nombre de mots : **85**

OCCITANIE

LE CHIFFRE

5 031

C'est le nombre moyen de passage aux urgences sur la semaine du 26 juin au 2 juillet en Occitanie, selon les données de l'Observatoire régional des urgences. La durée médiane (c'est-à-dire qu'il y a autant de patients en dessous de cette durée que de patients au-dessus de cette durée) de passage avant hospitalisation est de 303 minutes. C'est un peu plus de 5 heures. 757 patients avaient plus de 75 ans, et 100 patients étaient des bébés âgés de moins de 1 an.

"Si tout le monde travaille ensemble, l'été sera serein" : comment les urgences se préparent à deux mois sous tension en Occitanie

Plus de la moitié des médecins de l'hôpital public étaient en grève cette semaine, pour demander une revalorisation des gardes de nuit et du week-end.

Les assistants de régulation du Samu ont aussi démarré une grève illimitée, qui touchait 60 % des services en début de semaine.

Chaque jour, plus de 5000 personnes sont admises dans un service d'urgences en Occitanie. "On va vivre un été difficile", avait averti, en mai, dans Midi Libre , [Hervé Mourou](#), coordinateur de l'Oru, l'observatoire régional des urgences. Didier Jaffre, directeur de l'Agence régionale de santé reste optimiste.

Didier Jaffre, directeur de l'ARS : "Il faut être très pragmatique" PHOTO SYLVIE CAMBON Midi Libre - SYLVIE CAMBON

L'été s'ouvre sur la grève des praticiens hospitaliers et des agents régulateurs, restez-vous serein sur la capacité des urgences à accueillir un flux soutenu de patients, alors qu'un million de touristes sont attendus en Occitanie ?

Comme tous les étés, nous sommes en ordre de marche pour accueillir les touristes qui sont déjà là, d'ailleurs, et les habitants. On applique bien entendu ce qu'a annoncé le ministre, c'est-à-dire l'ensemble des mesures présentées l'année dernière.

Il y a plusieurs messages : avant de se rendre aux urgences, il faut consulter son médecin traitant, composer le 15, et il est important que l'ensemble des acteurs travaillent ensemble, les cliniques et les hôpitaux publics, les établissements de santé et la médecine de ville.

Si tout le monde travaille ensemble, l'été sera serein.

Appeler le 15 pour éviter d'engorger inutilement les urgences, c'est un réflexe, les usagers l'ont compris ?

Oui, c'est quelque chose qui maintenant est bien connu, ce qu'on appelle les CPTS, les communautés professionnelles de territoire de santé le rappellent régulièrement. Chaque semaine, nous organisons des réunions avec tous les établissements, publics et privés, et tous les acteurs de la ville. Cette année, nous avons une surveillance, semaine par semaine, jour par jour, de l'observatoire régional des urgences (ORU) qui nous permet d'avoir une sorte de "météo" des urgences.

Je peux d'ores et déjà vous dire que la semaine est stable, et même avec un peu moins d'activité que l'année précédente.

Une "météo" hebdomadaire unique en France

Publiée chaque lundi et adressée aux professionnels concernés, le bulletin "météo" des urgences, établi par l'observatoire régional des urgences, donnera cet été une image au plus près des tensions enregistrées sur les services d'urgences.

La semaine 26 (26 juin - 2 juillet) était "une dernière semaine plutôt calme avant le début des vacances scolaires".

Trois indicateurs ont été retenus : les appels au Samu, en "vert" la semaine dernière, "en baisse de 5 %" par rapport à fin juin

et "nettement sous la courbe" de l'an dernier ; les passages aux urgences, à "l'orange", également en baisse (-2 %) par rapport à la semaine précédente, en baisse chez les bébés (- 9 %) et stable chez les plus de 75 ans (- 1 %) ; enfin, la disponibilité des lits d'aval des urgences (réanimation, médecine, chirurgie) est mesurée. Elle passe au "rouge" en Occitanie car le nombre de lits fermés, 1526, "est toujours important et augmente encore cette semaine".

Ce même observatoire est chargé d'effectuer la régulation des lits d'aval des urgences, une mission que nous a confié le ministère. L'ORU est à côté des établissements pour trouver des lits de soins de suite, médecine, Ehpad...

"Il y a encore des besoins, les recrutements sont en cours"

Donc pour l'instant, la météo est au beau fixe ?

Oui, encore une fois, avec l'engagement de tous les acteurs. Que ce soit sur le littoral, en métropole ou en campagne, tout marche.

Les Samu-centres 15 ont été renforcés. Alors il y a encore des besoins de moyens, mais les recrutements sont en cours.

Il n'y a pas de souci de recrutement, compte tenu des tensions sur la démographie médicale ?

Il peut y avoir des situations où c'est plus difficile de recruter, des difficultés ponctuelles. On est très vigilant et on essaie de régler la situation avec chacun des établissements. On peut avoir quelques points de tension, je pense à la psychiatrie dans l'Ariège, par exemple, on a du mal à trouver des médecins psychiatres. On peut avoir telle ou telle nuit ou le planning de garde n'est pas assuré... il faut une anticipation, une communication entre les acteurs pour qu'une organisation territoriale se fasse.

La région Occitanie se caractérise par un secteur privé très important, quasiment la moitié des urgences sont prises en charge dans les cliniques et comme l'année dernière, il joue le jeu.

Il y a une forte activité, et même une très forte activité liée à l'afflux touristique, à Perpignan, Montpellier, Nîmes. Mais on a des équipes aguerries et qui savent gérer cette situation-là. Nous accueillons des touristes chaque année.

"Il ne faut pas se rendre directement aux urgences et appeler le 15"

L'activité des urgences s'envole en été ?

On a une légère suractivité, et surtout un maintien total de l'activité, contrairement à d'autres régions où la population part en vacances.

Vous avez évoqué le rôle de l'ORU. Hervé Mourou, le coordinateur de l'observatoire, a prédit un été "difficile"...

Je reste optimiste parce que nous avons des professionnels très engagés et tout le monde s'emploie à ce que tout fonctionne bien.

Il faut en revanche marteler le message auprès de la population : appeler le 15 avant de se rendre aux urgences, si on n'est pas dans une urgence vitale. C'est important pour que les équipes des urgences se consacrent aux urgences.

L'an dernier, l'alerte était partie d'Occitanie, de l'hôpital de Montauban qui avait dû filtrer l'entrée aux urgences pour continuer à fonctionner, malgré la pénurie de personnel ?

Il y a les 44 "mesures Braun" à la disposition des acteurs de santé. Si vous avez besoin de réguler les urgences, vous pouvez les utiliser. Le Tarn-et-Garonne a mis en place cette régulation l'été dernier et ça a permis d'adapter la charge de travail des urgentistes, en continuant à accueillir correctement des malades. Ces mesures, avec des financements, ou des outils comme le "SAS" (NDLR : Service d'accès aux soins) doivent être utilisées.

Encore une fois je reste serein.

Le ministère de la Santé est resté prudent sur la situation sur le littoral...

Ce qui est demandé, c'est que tous les généralistes ne prennent pas leurs vacances en même temps. Là encore, nos professionnels s'adaptent naturellement.

"Des malades sur les brancards et dans les couloirs, ça existe"

François Braun a été sensibilisé à la situation des urgences du CHU lors de sa visite à Montpellier, le 9 juin dernier : fenêtres masquées par des couvertures de survie, urgences débordant de patients... "Une situation inhumaine, pas respectueuse, dangereuse", a alerté le représentant des médecins. C'est inéluctable ?

Il est clair que la situation ne facilite pas les conditions de prise en charge et les conditions de travail. La reconstruction du CHU de Montpellier est en cours. Fin juillet, nous avons rendez-vous devant le conseil national d'investissement santé pour faire valider le projet et lancer les études. On y travaille. C'est sûr que les conditions d'accueil au CHU aujourd'hui ne sont pas satisfaisantes, je ne pas dire autrement.

Il y a, dans la région quatre autres établissements en situation difficile les hôpitaux de Tarbes-Lourdes, Montauban, Auch, et Millau-Saint-Affrique, des établissements qui n'ont pas été reconstruits comme le CHU de Montpellier.

Le syndicat Samu Urgences de France tient un "No Bed Challenge", décompte quotidien des patients qu'il qualifie de "maltraités" aux urgences, 163 ces sept derniers jours. La région n'y échappe pas ?

Des malades dans les brancards et dans les couloirs, ça existe, on ne peut pas le nier mais tout est fait pour essayer de le réduire au maximum. Je ne peux pas dire qu'on n'est pas concerné, mais on n'est pas non plus dans des situations qu'on connaît dans d'autres régions.

On a 67 services d'urgences en Occitanie, et presque autant de Smur, ce qui fait de nous une région bien dotée, mais c'est nécessaire compte tenu de notre géographie et d l'étendue du territoire. Il faut impérativement maintenir tous ces sites des urgences et être très pragmatique. La situation de la démographie médicale est ce qu'elle est. À Alès, il y a quelques difficultés, à Bagnols-sur-Cèze aussi. Il faut s'adapter au cas par cas, tout doit être envisageable pour apporter une réponse à la population.

Il n'y a pas de fermeture envisagée cet été...

Ni cet été, ni plus tard. Dans le nouveau "PRS", projet régional de santé, on maintient l'intégralité des services des urgences et Smur, on va même reconnaître de nouveaux services. Mais ça ne signifie pas que telle ou telle nuit, on n'ait pas une fermeture

ponctuelle parce qu'il manque un médecin pour boucler le planning de garde.

Où seront les ouvertures ?

À Lodève, par exemple. Il y a eu il y a quelques années l'ouverture d'un "Caps" (Centre d'accueil et de permanence des soins). Par anticipation des décrets sur les urgences, Lodève sera véritablement reconnue comme une antenne du service de médecine d'urgences. Je m'y étais engagé à mon arrivée.

"On redoute cet été, il y a toujours des moments où on est sous tension"

"On a beau se réorganiser constamment, on a toujours des manques de lit d'aval, des trous dans le planning. Le tourisme de masse, qui augmente très significativement la population des Pyrénées-Orientales durant la période estivale, nous met encore plus à mal" : interrogé par L'Indépendant, le Dr Laurent Ortega, patron du pôle Urgences de l'hôpital de Perpignan, ne mâche pas ses mots le 1er juillet dernier, avant la journée de grève du 3 juillet, suivie par plus de la moitié des praticiens hospitaliers, déçus de ne pas voir aboutir les négociations promises par le président de la République Emmanuel Macron début janvier, sur la rémunération du travail de nuit et sur la permanence des soins.

Maxime Colin, assistant régulateur (ARM) au Samu des urgences de l'hôpital de Carcassonne, est aussi en colère, à l'image d'une profession engagée cette semaine dans un mouvement de grève illimité peu suivi en Occitanie, "l'Aude a été le seul département de l'ex-Languedoc-Roussillon à s'engager dans le mouvement lundi dernier", il a été suivi à 60 % au niveau national, revendique l'AFARM (Association française des assistants de régulation médicale des Samu).

"Manque de reconnaissance", grille indiciaire inadaptée au statut de soignant, obtenu depuis le mois de mai, Maxime Colin fait part de revendications catégorielles, mais aussi de la crainte d'un été difficile : "On n'est pas en sous-effectif, mais notre activité augmente de jour en jour. On a pris un afflux d'appels, sans moyens supplémentaires", poussée par les consignes légitimes d'appel prioritaire au 15 en cas d'urgence. A Carcassonne, la situation se durcit avec la fermeture, en ce début juillet, de deux cabinets médicaux susceptibles d'absorber l'amont des urgences. Comment éviter d'engorger l'hôpital dans ces circonstances ?

"On est toujours 6 à décrocher les appels chaque jour, trois par service de 12 heures, sur une plateforme commune avec les pompiers, mais on a un seul médecin régulateur, alors que la population de l'Aude est multipliée par trois en été", s'inquiète l'ARM, plutôt soulagé du démarrage timide de la saison estivale, mais "ça va exploser ce week-end". "On redoute cet été, comme chaque été. Du 15 juillet au 15 septembre, il y a toujours de moments où on est sous tension", confie-t-il.

"C'est quand même compliqué dans les établissements, parce que les professionnels de santé saturent", admet Alain Desbouchages, "Bed manager" à l'Observatoire régional des urgences, au terme d'un échange où il s'est attaché à rassurer sur les organisations en place, il ne dira pas pour autant qu'il est "serein". L'ORU Occitanie a pourtant innové en créant, il y a trois ans, ce poste réservé aux situations de crise, à l'initiative de l'agence régionale de santé, au sortir de la deuxième vague de Covid.

Aujourd'hui, une organisation sans faille qui associe des relais territoriaux, jusque dans chaque établissement de santé, permet d'avoir une visibilité quotidienne sur les lits d'aval, ces "portes de sortie" des urgences qui embolissent autant les services que des entrées massives. La saturation des urgences, souvent associée à de l'aléatoire, obéit aussi à des lois mathématiques, résultat d'une "moulinette" informatique qui intègre les lits disponibles à l'instant T et l'historique des années passées : "Quel que soit le nombre d'entrées, on a une fourchette fiable des lits d'hospitalisation disponibles nécessaires chaque jour", explique Alain Desbouchages, qui en fait une démonstration implacable, exemples à l'appui à l'hôpital de Béziers, Saint-Gaudens, ou au CHU de Toulouse.

"Nous, ce qui nous intéresse, c'est l'anticipation des tensions. Mais c'est compliqué de dire que tout va bien, il y a des choses qu'on ne maîtrise pas". L'absentéisme, par exemple, cite Alain Desbouchages. Ou une vague de chaleur, une épidémie...



La semaine dernière, une moyenne quotidienne de 5031 passages aux urgences a été enregistrée. Midi Libre - RICHARD DE HULLESSEN



La semaine dernière, une moyenne quotidienne de 5031 passages aux urgences a été enregistrée. Midi Libre - RICHARD DE HULLESSEN